

NEWSLETTER Février 2020

Message sur l'AP22+ : Une réponse incomplète face aux défis

Chère lectrice, cher lecteur

Le vent a tourné, et pas seulement en matière de politique climatique. Le changement de discours semble maintenant avoir également atteint le Conseil fédéral. En tout cas, les précédentes propositions décourageantes sur la politique agricole 2022 ont été considérablement améliorées, parfois à la dernière minute, avec le message publié aujourd'hui. Mais beaucoup de points restent incomplets ou ne sont pas adressés. Ce document exhaustif apparaît comme un enchevêtrement de programmes et d'incitations partiellement contradictoires. Il n'y a aucune perspective que la politique agricole se conforme au minimum à la législation environnementale dans un futur proche. On cherche en vain une réponse crédible aux initiatives concernant l'eau potable, les pesticides et l'élevage intensif.

D'autres améliorations fondamentales sont donc nécessaires, et la pression des initiatives demeure indispensable pour amener la politique agricole sur la bonne voie et réaliser les objectifs fixés par la constitution.

À cette fin, Vision Landwirtschaft continuera à être au premier plan des débats à venir sur la politique agricole du futur.

Vous en saurez plus en lisant cette Newsletter.

Salutations cordiales

Andreas Bosshard, directeur général

Politique agricole 22+ : Activisme administratif au lieu d'une résolution cohérente des problèmes

Le Conseil fédéral a présenté aujourd'hui son dernier message sur la réforme de la politique agricole. Les précédentes propositions qui manquaient fortement d'ambition ont été considérablement améliorées. Mais une fois de plus, la perspective d'une politique agricole qui respecte au moins le droit environnemental fait défaut. En ce qui concerne les émissions d'azote, le Conseil fédéral est même en deçà des objectifs précédents et souhaite utiliser de nouveaux programmes pour promouvoir plus fortement l'élevage. En plus de Vision Landwirtschaft, de plus en plus d'organisations veulent maintenant obliger le gouvernement fédéral à respecter au moins les objectifs environnementaux d'ici 2035. Pour y parvenir, des améliorations fondamentales sont encore nécessaires, notamment l'omission des paiements et des programmes qui font plus de mal que de bien: "Moins, c'est souvent plus".

(VL) L'Office fédéral de l'agriculture y travaille intensément depuis plus de deux ans et une bonne partie de ses ressources humaines a été investie dans ce projet : La "Politique agricole 2022+". Et les attentes sont importantes. La PA22+ a été annoncé il y a de nombreuses années comme une étape de réforme substantielle. Les initiatives en matière de pesticides, d'eau potable et d'élevage intensif, les objectifs climatiques, mais aussi les mauvaises nouvelles presque hebdomadaires concernant l'eau potable polluée par les pesticides, la mort des insectes, la perte de biodiversité et le changement climatique génèrent une forte pression supplémentaire.

Une tactique de mystification délibéré

En effet, le message plutôt exhaustif sur la PA22+ donne l'impression d'une réforme. Certains défis et déficits sont énumérés en détail (comme dans de nombreux messages et rapports agricoles précédents), des objectifs sont fixés et d'innombrables nouvelles mesures et changements sont proposés. Certaines d'entre elles devraient en effet apporter des améliorations substantielles. Il manque cependant une analyse sérieuse qui montrerait si et ce que les mesures apporteraient. Le message est encore loin d'atteindre les objectifs environnementaux et donc de se conformer au droit de l'environnement.

Une violation systématique des lois sur la protection de l'environnement

La politique agricole est largement au point mort depuis 20 ans. La seule chose qui a été réalisée pendant cette période a été une répartition plus équitable des ressources entre les zones de vallée et de montagne et donc une croissance beaucoup plus lente des terres agricoles sur les pentes raides - un succès auquel Vision Landwirtschaft a largement contribué. En outre, les programmes de protection des animaux ont été étendus.

Toutefois, en ce qui concerne les graves déficits environnementaux constatés, notamment en matière d'azote, de pesticides et de biodiversité, aucun progrès n'a été réalisé au cours des 20 dernières années malgré des milliards de paiements, et dans certains cas, la situation s'est même encore détériorée. Il semble que l'on doive maintenant s'attaquer pour la première fois à l'immobilisme. Mais les mesures concrètes sont encore loin d'atteindre les objectifs environnementaux, qui sont juridiquement contraignants. La solution ne réside pas dans un enchevêtrement de nouveaux programmes, parfois contradictoires. Même après la mise en œuvre des programmes coûteux sur le plan administratif, l'agriculture continuera à enfreindre la législation environnementale de manière chronique, causant des dommages qui se chiffrent en milliards d'euros chaque année. La réhabilitation des seuls captages d'eau potable, en raison de la concentration excessive en pesticides, risque de coûter des centaines de millions de francs suisses aux contribuables au cours des deux prochaines années.

Le mécontentement s'empare d'autres domaines

L'absence d'une orientation cohérente de la politique agricole vers une agriculture durable se joue en fin de compte principalement sur le dos de l'agriculture. L'activisme bureaucratique tient non seulement ce secteur en haleine, mais aussi la Confédération et les cantons avec une charge administrative inutile. Mais plus encore, de nombreux agriculteurs ont le sentiment de

devenir de plus en plus la cible de l'indignation publique. Les défaillances et les dommages environnementaux leur sont imputés. Pour la plupart, ils réagissent simplement aux incitations grotesques de l'administration fédérale.

Le mécontentement suscité par le fait que la politique agricole onéreuse de la Suisse ne soit même pas capable de produire des conditions au moins juridiquement conformes, alors que d'autres pays ont fait de grands progrès au cours de la même période avec des moyens beaucoup plus modestes, s'est considérablement accru dans de nombreuses organisations.

Des revendications essentielles largement soutenues

Vision Landwirtschaft n'est heureusement plus la seule organisation avec des demandes plus ambitieuses pour un changement de politique agricole aujourd'hui. Pour la première fois, les larges organisations membres de l'Alliance Agraire, dont six organisations paysannes, s'engagent à l'unanimité en faveur des objectifs environnementaux de l'agriculture dans une nouvelle **prise de position**: elles exigent que la politique agricole respecte la législation environnementale d'ici 2035. Outre l'échéance, le document préconise également une trajectoire de réduction contraignante pour l'azote et les pesticides afin d'atteindre cet objectif.

Automatisme en cas d'objectifs manqués

Une autre nouvelle demande de l'Alliance Agraire concerne l'obligation d'introduire des taxes d'incitation ou des instruments aussi efficaces que les interdictions ou les réductions forfaitaires des paiements si les objectifs intermédiaires ne sont pas atteints. Cet automatisme doit éviter que le Conseil fédéral ne se contente de reporter indéfiniment à l'avenir les objectifs non atteints, comme cela a été le cas jusqu'à présent, voire de les annuler complètement. Utilisant l'exemple de l'azote, une **nouvelle analyse** de Vision Landwirtschaft montre que cela a effectivement été le cas au cours des 20 dernières années et que la population a été trompée à maintes reprises.

Le vent a tourné

Le Conseil fédéral et l'Office fédéral de l'agriculture ne semblent pas encore avoir suffisamment pris en compte le mécontentement croissant de la population face aux échecs de la politique agricole. En tout cas, le Conseil fédéral n'a pas encore trouvé de réponse aux initiatives concernant l'eau potable, les pesticides et l'élevage intensif dans son message. Vision Agriculture fera également tout son possible lors de la prochaine discussion parlementaire pour que l'AP22+ soit utilisé de manière cohérente pour trouver des solutions au lieu d'un travail administratif inutile, comme cela avait été promis.

Pourtant, les solutions sont depuis longtemps sur la table. C'est ce que démontrent également les milliers d'agricultrices et d'agriculteurs qui gèrent déjà aujourd'hui leurs exploitations de manière durable. En matière de politique climatique, le vent a déjà tourné. Le vent contraire de la politique agricole, qui rend encore aujourd'hui la vie difficile aux exploitations agricoles gérées de manière durable, doit maintenant aussi complètement tourner pour soutenir de manière cohérente ceux qui préparent leur agriculture pour l'avenir.

Informations supplémentaires:

[- Prise de position Alliance Agraire - trajectoire de réduction](#)

[- Analyse sur l'azote de Vision Landwirtschaft](#)

[- Publication taxe d'incitation sur la recherche agricole](#)

[- Comment vous pouvez soutenir Vision Landwirtschaft et son travail en première ligne d'une politique agricole durable pour les générations futures](#)

En Bref



Thomas Gröbly se retire en tant que membre du conseil consultatif

Depuis la fondation de Vision Landwirtschaft, Thomas Gröbly n'a pas seulement été actif en tant que conseiller, mais il s'est également engagé avec beaucoup de cœur et d'âme pour une agriculture plus éthique et durable en plus de notre atelier réflexion. Il organise de nombreux événements (voir "Agenda") et encourage les gens à réfléchir sur notre alimentation et ses origines. Pour cause de maladie, Thomas Gröbly se retire du conseil consultatif de Vision Agriculture. Nous le remercions pour son engagement et son inspiration et lui souhaitons bonne chance.

[>> ethik-labor.ch](http://ethik-labor.ch)



Trajectoire de réduction en consultation

La Commission des affaires économiques et des redevances du Conseil des États, CER-S, soumet à la consultation un projet de loi prévoyant une trajectoire de réduction et un contrôle obligatoire des pesticides. C'est un premier pas important vers l'élimination progressive de l'industrie dévastatrice des pesticides.

[>> En savoir plus](#)



Les émissions excessives d'azote réduisent la croissance du bois

Les émissions excessives d'azote provenant de l'élevage sont non seulement toxiques pour la biodiversité, mais elles entravent également la croissance du bois dans nos forêts. C'est ce que montre une nouvelle étude. La valeur critique est d'environ 30 kg d'azote par hectare et par an. En Suisse, cette valeur est largement dépassée à grande échelle, notamment dans les régions où le cheptel est excessif.

[>> En savoir plus](#)

Agenda

Vernissage du livre - "Thomas Gröbly : Dazwischen - Gedichte 2018 - 2020"

Avec "Dazwischen", Thomas Gröbly a publié son deuxième recueil de poèmes. Ses textes tournent autour des grands thèmes de la vie, de la souffrance, de la mort et de l'amour, de nos relations avec les êtres humains et les animaux, avec la nature et avec la planète Terre, menacée. Les poèmes remplissent délicatement l'espace, ancrés dans le son et le rythme du musicien de jazz suisse Tony Renold.

Quand : Dimanche 1er mars 2020, 17 h - 18 h

Où : Théâtre im Kornhaus, Baden

>> Programme et tickets

Conférence publique sur les pesticides de synthèse et la santé

Exposés sur "L'exposition aux pesticides - aspects sanitaires, économiques et éthiques", "Pesticides et cancer" et "Pesticides et maladies neurologiques". Suivi d'un débat entre experts et de questions du public.

Quand : Jeudi 5 mars 2020, 14h00 - 17h30

Où : Centre Paul Klee, Berne

#VieouPoison